Alfortville (94) : “on nous maltraite comme des esclaves” dénoncent les travailleurs sans-papiers de Chronopost

20/08/2019 à 10h44



> *Les "humanistes" soutiennent l'immigration massive depuis des années.*
> *Aujourd'hui, ils constatent et dénoncent une conséquence directe de l'immigration : l'esclavage moderne !*
>
> *Malgré cette réalité, ils veulent encore imposer leur utopie dans notre société … pic.twitter.com/pEG3tPcBBi*
>
> *— Tancrède (@Tancrede_Crptrs) August 20, 2019*

Depuis le 11 juin, une quarantaine de travailleurs en situation irrégulière ont installé un piquet de grève devant le site Chronopost d’Alfortville, en région parisienne. Selon eux, l’entreprise, filiale de La Poste, les emploie dans des conditions “inacceptables”. “On travaille de nuit, mais ils ne nous paient pas en heures de nuit, dénonce Amadou Fofana, porte-parole des grévistes. Nos heures supplémentaires aussi sont impayées mais **on doit les faire parce que les gens de Chronopost savent que nous n’avons pas de papiers. Et si on refuse, ils vont nous virer.**“

L’entreprise, spécialisée dans le transport de petites marchandises, renvoie la responsabilité du dossier à son sous-traitant, l’entreprise Derichebourg qui, selon le syndicat Solidaires Val-de-Marne, fait elle aussi appel à une agence d’intérim pour le recrutement. Mais les grévistes affirment que Chronopost est au courant de leur situation. De fait, pour signer leurs contrats de travail, les sans-papiers utilisent des “alias”, c’est-à-dire les noms de certains de leurs proches en situation régulière. **“Deux à trois personnes peuvent travailler avec les mêmes papiers, affirme Amadou Fofana.** Et après, ils disent qu’ils ne sont pas au courant. Je ne suis pas d’accord.”

Les grévistes demandent à être régularisés et embauchés par Chronopost. Depuis le début de l’installation de leur camp, plusieurs dizaines de travailleurs sans-papiers employés dans des conditions similaires ailleurs en Île-de-France ont rejoint leur piquet de grève.

France 24